

Section I: Identification and JP Status

Programme for the fight against gender-based violence through the empowerment of women and girls in Morocco

Semester: 2-11

Country	Morocco
Thematic Window	Gender Equality and Women's Empowerment
MDGF Atlas Project	
Program title	Programme for the fight against gender-based violence through the empowerment of women and girls in Morocco
Report Number	
Reporting Period	2-11
Programme Duration	
Official Starting Date	
Participating UN Organizations	<ul style="list-style-type: none">* BIT* FAO* UNAIDS* UNESCO* UNFPA* UNHCR* UNICEF* UN Women

Implementing Partners

- * la Gendarmerie Royale
- * l'Entraide Nationale
- * le Haut Commissariat au Plan
- * le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- * le Ministère de la Jeunesse et des Sports
- * le Ministère de la Justice
- * le Ministère de la Santé
- * le Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes
- * le Ministère de l'Economie et des Finances
- * le Ministère de l'Education Nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique
- * le Ministère de l'Intérieur – MI (INDH, DGSL/Collectivités locales, DGSN/la Police
- * Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
- * le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques
- * le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité (ex Secrétariat d'Etat de la Femme et des Personnes Handicapées)
- * les ONG
- * les Universités, les institutions de recherche et les chercheurs

Budget Summary

Total Approved Budget

UN Women	\$2,596,806.00
UNFPA	\$1,887,431.00
UNICEF	\$1,944,583.00
UNESCO	\$620,866.00
UNHCR	\$128,134.00
UNAIDS	\$198,277.00
FAO	\$312,424.00
BIT	\$711,479.00
Total	\$8,400,000.00

Total Amount of Transferred To Date

UN Women	\$2,596,806.00
UNFPA	\$1,887,431.00
UNICEF	\$1,944,583.00
UNESCO	\$620,866.00
UNHCR	\$128,134.00
UNAIDS	\$198,277.00
FAO	\$312,424.00
BIT	\$711,479.00
Total	\$8,400,000.00

Total Budget Committed To Date

UN Women	\$2,019,025.10
UNFPA	\$1,458,542.19
UNICEF	\$1,228,731.69
UNESCO	\$551,210.41
UNHCR	\$128,134.00
UNAIDS	\$170,668.39
FAO	\$241,876.44
BIT	\$580,636.27
Total	\$6,378,824.49

Total Budget Disbursed To Date

UN Women	\$1,718,106.30
UNFPA	\$1,641,587.40
UNICEF	\$1,261,574.53
UNESCO	\$490,920.41
UNHCR	\$128,134.00
UNAIDS	\$170,668.39
FAO	\$232,209.00
BIT	\$576,887.27

Total **\$6,220,087.30**

Donors

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would require you to advise us if there has been any complementary financing provided for each programme as per following example:

Please use the same format as in the previous section (budget summary) to report figures (example 50,000.11) for fifty thousand US dollars and eleven cents

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
Parallel	MDSFS et partenaires	\$1,716,865.00	\$716,865.00	\$1,000,000.00	\$0.00
Cost Share		\$866,666.00	\$373,334.00	\$200,000.00	\$293,333.00
Counterpart		\$1,300,032.00	\$1,300,032.00	\$0.00	\$0.00

DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through Un agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.

3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

Beneficiaries

Beneficiary type	Targetted	Reached	Category of beneficiary	Type of service or goods delivered
------------------	-----------	---------	-------------------------	------------------------------------

Section II: JP Progress

1 Narrative on progress, obstacles and contingency Measures

Please provide a brief overall assessment (1000 words) of the extent to which the joint programme components are progressing in relation to expected outcomes and outputs, as well as any measures taken for the sustainability of the joint programme during the reporting period. Please, provide examples if relevant. Try to describe facts avoiding interpretations or personal opinions

Please describe three main achievements that the joint programme has had in this reporting period (max 100 words)

Progress in outcomes

Les résultats du programme sont en cours.

Progress in outputs

Produit 1: Dispositif juridique et mécanisme de coordination institutionnel,

- Projet de loi sur la violence conjugale qui a été déposé au SG du Gouvernement n'a pas pu voir le jour dans le mandat de ce gouvernement, la discussion sur le contenu du projet continu
- Le Projet de loi sur le travail domestique déposé au SG du gouvernement a été adopté au conseil du gouvernement avec organisation de campagne de communication au tour de la loi .
- Elaboration du programme pour l'implication des hommes dans la LCVFG est en cours: le consultant est recruté, l'analyse documentaire réalisée, l'étude de terrain sur la représentation de la VFG chez les garçons et les hommes a été organisé à travers la tenue de 9 Focus groupes dans cinq villes. Il ya eu organisation d'un atelier de planification régional à Marrakech.

Produit 2: Des connaissances, données et savoirs sont produits et utilisés pour la revue des politiques et programmes nationaux et sectoriels préventif et curatif en matière de LCVFF :

- Enquête Budget temps des femmes et des hommes a démarré début octobre 2011 dans les 16 régions du Maroc auprès de 9200 ménages et prendra une année d'exécution sur terrain. Il y a eu réalisation de l'enquête pilote le 30 octobre 2011. A ce jour, la collecte des données sur le terrain est estimée à 25%. Les données sont acheminées au fur et à mesure afin que les résultats soit disponible vers la fin de l'année 2012.
- L'étude sur la discrimination à l'égard des femmes en matière de rémunération est en cours de finalisation.

Produit 3: Système de collecte de données et d'indicateurs de suivi et d'évaluation des politiques/stratégies/ programmes de LCVFF: la consolidation de ce système continue avec l'équipement des unités relevant de la sureté nationale, l'achat d'un SGL pour le ministère de la santé et les sessions de supervision de terrain dans les différentes régions.

Produit 4: Processus de planification, programmation et budgétisation sensible au genre pour la LCVFF au niveau national est opérationnel :

- Le Ministère de l'Habitat est appuyé actuellement par ONU Femmes pour mener une enquête sur l'impact des programmes de lutte contre l'habitat insalubre sur les ménages. Le questionnaire ainsi que le plan de sondage sont en cours de finalisation. Cette enquête constituera une base de données qui alimentera les prochaines planifications et fournira également des indicateurs de performances à intégrer dans les prochains budgets du Ministère.
- Le Rapport Genre intégrant une analyse selon l'approche Droit des dépenses publiques a été soumis au parlement durant la session parlementaire d'octobre 2011. Ce Rapport,

ainsi que la loi des finances 2012 seront discutés par le nouveau parlement élu le 25 novembre 2011 durant la session parlementaire qui a démarré en décembre 2011. D'autre part, le draft des TDR du plan de communication autour du nouveau Rapport Genre ont été élaborés, Ce plan de communication va inclure une traduction en anglais du Rapport Genre

-Dans le cadre du projet de renforcement des capacités des ONGs, et des élus (es) en matière de planification et de budgétisation sensibles au genre, mené par l'ONG ALCI, des formations en faveur des acteurs locaux au niveau de 4 communes dans la région de Fes et 4 communes dans la région de Ouarzazate ont été organisées autour du fonctionnement de la commission égalité équité des chances. Aussi, des rencontres de débats et de réflexion autour du "genre, gouvernance locale", "restructuration d'un comité de concertation intercommunale", "lecture analytique du niveau d'intégration du genre sur les documents de planification locale ont été organisées à Fès et à Ouarzazate.

- Egalement, le collectif des ONG en faveur de la BSG a présenté un nouveau projet de plaidoyer pour l'institutionnalisation de la BSG dans la nouvelle loi organique des finances et dans la loi organique de la région. Ce projet a été approuvé et les activités de démarrage ont été organisées en décembre 2011.

Produit 5 :

- Des sessions de formation et de dialogue au bénéfice des membres du réseau en faveur de la planification et budgétisation locales sensibles au genre, mené par l'ONG Jossour, ont eu lieu à Rabat, Marrakech et Asilah. Les outils pour la mise en réseau (Charte, règlements, outils de communication...) ont également été élaborés

- Un atelier international sur le genre et développement territorial a été organisé les 1er et 2 décembre 2011 en partenariat avec l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU); L'objectif de ce séminaire est de contribuer au rapprochement des points de vue entre les différents acteurs et partenaires du territoire, autour d'une conception cohérente et partagée de la notion « Genre » et son intégration dans les politiques, les stratégies et les programmes de développement

- Organisation d'ateliers de formation des membres des EPA, ETC, CPEC sur le guide de référence de la CPEC au profit des provinces de Figuig, Jerrada, Taourirt, Berkane, Oujda, Nador et Driouch
- Organisation d'un atelier régional de formation des formateurs sur l'approche de programmation basée sur les droits humains (HRBAP)

Produit 6 : Les coordinations régionales de la société civile avec les acteurs locaux en matière de LCVFF sont renforcées :

-Tenue d'un atelier de formation sur le plaidoyer pour les membres du sous réseau de LCVFG relevant de l'association Oujda Ain Ghazal avec organisation d'une campagne de sensibilisation contre la corruption en matière de LCVFG.

- Le centre des droits des gens a organisé des activités de renforcement des mécanismes de mise en réseaux niveau national et régional.

- Elaboration du rapport statistique de 2010 a été publié T3 2011 par l'association Ennakhil , avec organisation d'une conférence de presse.

- En appui aux mécanismes de coordination régionales, le MJ a organisé à Tanger une session de formation au profit de 88 greffiers pour l'application du guide de référence en matière de coordination.

Produit 7 : Accès amélioré. des femmes et des filles victimes de violence, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité.

-Organisation d'un atelier de coordination entre les cellules de prise en charge des enfants aux tribunaux et les différents partenaires gouvernementaux et associatifs dans la région de l'oriental

-Equipment de deux cellules de prise en charge des femmes et enfants victimes de violence respectivement au tribunal de Taourirt et à Oujda /Région de l'Oriental

Produit 8 :

- Organisation d'un atelier de formation au profit de 24 éducatrices paires en santé, SR, y compris IST SIDA (indemnités des consultants)

- Formation des membres et gestionnaires de DAO dans plusieurs communes à la CDE – CEDAW et LCVFG et tenue de sessions de sensibilisation des populations sur les services offerts par ces DAO

- Organisation de la première réunion du comité provincial d'appui à DAO de Talsint (Province de Figuig, Debdou (Province de Taourirt), Ain Bni Mathar (Province de Jerrada) et Zoumi (Province de Ouezzane), les 4 DAO de Al Haouz, les 4 DAO de la province de Zagora et les 3 DAO de la province de Ouarzazate ;

-L'élaboration du document de modélisation et de capitalisation de l'expérience de l'AMAPPE en matière d'autonomisation économique des femmes victimes de violence, est en cours.

-8.8 Sessions de formation et de coaching dans la région de Fès-Boulemane pour le développement des AGR au profit des ONG œuvrant en faveur des femmes victimes de violence : les actions d'information, de sensibilisation, de communication et de formation au profit des 5 associations identifiées, sur les approches et les services d'autonomisation des femmes victimes de violence a eu également lieu dans la région de Fès boulemen.

- Concernant l'appui à l'élaboration et au développement du plan de communication des espaces multifonctionnels : Une formation ayant pour but l'élaboration et le développement des plans de communications interne et externe du centre multifonctionnel d'Essaouira eu lieu les 7, 8 et 9 octobre 2011 à Essaouira. Les plans de communication internes et externes à court, moyen et long termes ont été élaborés, une contribution financière pour la conception et l'impression des outils de communication est en cours de lancement.

Produit 9

- Organisation par la Rabita Mohammedia des Oulémas, de 4 sessions de formation au profit des morchidates et des imams en septembre 2011 à respectivement Tétouan, Fes, Beni Mellal et Agadir

- Pour renforcer la communication et la sensibilisation et l'éducation par les pairs en matière de violence sexuelle et risque VIH-SIDA ciblant garçons et filles dans les six régions, il ya eu l'organisation de 3 ateliers de planification stratégique au niveau de Tanger, Marrakesh, agadir et Fès sur la période de Novembre et Décembre 2011 par le MEN avec l'appui de l'ONUSIDA.

Measures taken for the sustainability of the joint programme

Le programme s'est attaché à réunir les conditions de pérennisation des effets. Les visions et les actions des partenaires nationaux sont en cohérence avec le programme étant donné que le programme a fait l'objet, lors de sa conception, d'un processus participatif à travers des réunions de consultation avec tout les intervenants.

Les entités institutionnelles sont en effet parties prenantes et se sont appropriées les actions et la démarche de gouvernance. Certaines actions structurantes du programme ont trouvé suite dans les plans sectoriels des partenaires.

La société civile est partie prenante soit au niveau national ou local et est devenue une forte force de proposition, ce qui contribue à travers les actions de plaidoyer, de suivi et de réseautage à la pérennisation des acquis du programme.

Les capacités opérationnelles ont été renforcées chez les partenaires nationaux du programme à travers les actions de coordination et de régulation qui ont eu lieu.

Le processus de modélisation du programme a renforcé l'ancrage des bonnes pratiques et des leçons tirées du programme chez les opérateurs nationaux et ceux du système des Nations Unies surtout la nécessité de poursuivre une action commune en matière de LCVFG.

Le renforcement de la connaissance du phénomène de violence à l'égard des femmes à travers les données de l'enquête de prévalence qui a permis pour la 1ère fois de quantifier et de qualifier le phénomène et de disposer d'une situation de base, va renforcer la pérennisation des actions du programme en vue de protéger les femmes et de prévenir contre ce phénomène.

La connexion du programme avec les autres initiatives de plans stratégiques qui émergent au niveau national comme celui développé avec l'Union européenne pour accompagner la mise en œuvre de l'Agenda gouvernementale de l'égalité constitue une opportunité pour pérenniser les acquis du programme et poursuivre les autres chantiers structurantes comme celui des réformes juridiques et d'autonomisation des femmes.

Enfin le contexte politique du Maroc marqué par les acquis de la nouvelle constitution qui consacrent les principes d'égalité et de parité constitue une autre opportunité de pérennisation des acquis du programme.

Are there difficulties in the implementation?

Administrative / Financial
Joint Programme design

What are the causes of these difficulties?

External to the Joint Programme

Briefly describe the current difficulties the Joint Programme is facing

Le défi est d'appuyer le développement de cadres d'intervention régionaux en matière de LCVFG, dans un contexte de réforme de régionalisation avancée et d'opérationnalisation de la nouvelle constitution.

Déficit dans le renforcement des capacités des acteurs (plan de formation et de gestion des ressources humaines) pour assurer la pérennité des acquis du programme et les inscrire parmi les priorités actuelles.

Briefly describe the current external difficulties that delay implementation

Les principales difficultés externes rencontrées pendant la période écoulée concernent les défis d'adaptation au changement. En effet, la conjoncture politique marquée par la réforme de la constitution en juillet, les élections en novembre et la constitution d'un nouveau gouvernement en début janvier 2012, a influencé sur les délais d'exécution de certaines activités du programme en particulier celles liées aux départements directement impliqués dans la préparation des élections comme la Direction Générale des collectivités locales et d'autres.

En plus, une grande partie de l'expertise nationale s'est orientée vers le débat et l'action politique qui a marqué cette phase.

- absence de l'unité de gestion du programme dont les membres ont été recrutés ailleurs.

Explain the actions that are or will be taken to eliminate or mitigate the difficulties

-Des révisions budgétaires et programmatiques ont été recommandées, selon une approche concertée, pour atténuer les contraintes et les défis de mise en œuvre et de s'adapter aux changements avec renforcement de la communication autour du programme et des Objectifs du Millénaire pour le développement.

-Une étude de modélisation de l'expérience du programme conjoint MDG-F a été menée en vue de documenter et de partager l'expérience du programme (bonnes pratiques et leçons tirées) tant au niveau national qu'au niveau international. Le rapport de modélisation est disponible en français et en anglais.

2 Inter-Agency Coordination and Delivering as One

Is the joint programme still in line with the UNDAF?

Yes true

No false

If not, does the joint programme fit the national strategies?

Yes

No

What types of coordination mechanisms

Le Ministère de Développement Social (MDSFS), en tant que chef de file, y participent régulièrement afin de prendre part aux décisions stratégiques qui affectent le programme. Deuxièmement, le Comité de Gestion du Programme (CGP), intégrant tous les partenaires du programme (institutions Nationales agences des Nations Unies, AECID), est le mécanisme chargé d'assurer la coordination opérationnelle et de faire le suivi de la mise en œuvre du programme.

Facilitant la prise de décision conjointe, le CGP a le pouvoir et la responsabilité. de proposer des réajustements au programme lorsque c'est nécessaire et de les soumettre pour validation au CNC. Un mécanisme

innovateur de coordination (les comités de suivi de produits) a été mis en place, et ce afin d'assurer une exécution efficace et coordonnée des activités relatives à chaque produits entre les différents partenaires. Les Comités de Suivi de Produit (CSP), sont coordonnés par un partenaire national chef de file pour chaque produit. A noter que les Produits 7 et 8 sont regroupés en un seul comité de suivi, eu égard à l'étroite interaction entre les actions de ces 2 produits. Tous les partenaires du programme participent aux réunions des CSP afin de faciliter l'échange d'informations et assurer la cohérence et la convergence avec les autres actions menées notamment dans le cadre du programme ainsi que d'autres programmes existants. Parallèlement pour le produit 2 relatif à la réalisation d'études, un comité technique a été mis en place. Il regroupe des institutions nationales, les agences participantes impliquées dans le produit 2 et des ONG concernées par les thèmes des enquêtes et études programmées. Ce comité technique a un rôle d'appui technique pour la réalisation des enquêtes depuis l'élaboration des TDR et la méthodologie jusqu'à la publication des résultats.

Suivant les recommandations du Secrétariat et des guidelines pour la mise en Œuvre des programmes conjoints, l'ONUFEMMES est agence leader et a la responsabilité d'assurer la coordination inter-agences, le bon déroulement du programme, ainsi que la bonne qualité du système de suivi et d'évaluation du programme. Du côté des partenaires nationaux, le MDSFS est l'institution

nationale pour les droits des femmes qui assure la coordination et la mise en œuvre du programme. Ce partenaire national, joue un rôle leader important orientation et de facilitation de la prise de décision auprès des partenaires nationaux. Malheureusement cette phase est caractérisé par l'absence de l'unité de gestion du programme.

Please provide the values for each category of the indicator table below

Indicators	Baseline Value	Current Value	Means of verification	Collection methods
Number of managerial practices (financial, procurement, etc) implemented jointly by the UN implementing agencies for MDF-F JPs	5	2	rapports financiers comptes rendus des réunions	Matrice des données mesure du rendement ; Matrice de suivi des risques ; Audits ; Evaluations. Périodicité 2008 ; 2009 ; 2010, 2011.

Number of joint analytical work (studies, diagnostic) undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	5	rapport trimestriel rapport semestriel annuel rapport d'évaluation à mi-parcours comptes rendu des CSP/CT les rapports des études et des enquêtes	Matrice des données de mesure du rendement ; Matrice de suivi des risques ; Audits ; Evaluations. Périodicité 2008 ; 2009 ; 2010, 2011, 2012
Number of joint missions undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	5	rapport trimestriel rapports de mission	mesure du rendement ; Matrice de suivi des risques ; Audits ; Evaluations. Périodicité 2008 ; 2009 ; 2010 ; 2011, 2012

3 Development Effectiveness: Paris Declaration and Accra Agenda for Action

Are Government and other national implementation partners involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not Involved false
 Slightly involved false
 Fairly involved false
 Fully involved true

In what kind of decisions and activities is the government involved?

Policy/decision making
 Management: budget
 Management: procurement
 Management: service provision

Who leads and/or chair the PMC?

Le CGP est conjointement présidé par l'agence cheffe de file UN WOMEN et le partenaire national chef de file le MDSFS.

Number of meetings with PMC chair

8 réunions à ce jour

Is civil society involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false
Slightly involved false
Fairly involved false
Fully involved true

In what kind of decisions and activities is the civil society involved?

Policy/decision making
Management: budget
Management: procurement
Management: service provision

Are the citizens involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false
Slightly involved false
Fairly involved true
Fully involved false

In what kind of decisions and activities are the citizens involved?

Policy/decision making

Where is the joint programme management unit seated?

other, specify

Actuellement, le programme ne dispose pas d'Unité de gestion du programme dont les membres ont été engagé dans d'autres organisme. Le délai qui nous sépare de la clôture du programme n'ai pas encouragé à engager d'autres ressources.

Current situation

Le programme conjoint, aligné sur les priorités nationales en matière de lutte contre les violences a l'égard des femmes et des filles, facilite aux partenaires nationaux les ressources nécessaires pour la mise en œuvre des plans d'action dans ce domaine (Code pénal, SNLCVFF, Lutte contre le Travail Domestique des Petites Filles, Prise en charge des FFVV).

Le programme constitue une expérience pilote de programmation conjointe qui renforce les pratiques de la bonne gouvernance. Ainsi, une plateforme de 13 entités nationales et ONG coordonnant leurs actions en matière de LCVFG est une première expérience de ce niveau de coordination institutionnelle dans la mise en œuvre du programme au Maroc

dans le domaine du genre.

La participation active et l'implication des institutions nationales dans les différents comités de coordination et de suivi des programmes démontrent l'engagement et l'appropriation nationale.

Par exemple, les Comités de suivi des Produits (CSP) sont convoqués et animés par les Ministères.

La coordination du Programme par le MDSFS doit également être mise en relief. En effet, grâce au PC et au nombre important de partenaires nationaux, le MDSFS renforce son mandat de mécanisme national pour les droits des femmes.

Enfin, PC Tamkine implique fortement les ONG tant au niveau de la mise en œuvre d'activités (Collectif Printemps de la Dignité (coalition d'ONG pour le plaidoyer pour la refonte du Code pénal) Collectif d'ONG pour la BSG, etc) que du dialogue au sein des différentes instances de coordination (CSP/ CGP/ Comités techniques).

Enfin malgré l'absence de l'UGP, le Ministère continue d'assurer son mandat de coordination et de suivi surtout la tenue des réunions et la coordination d'élaboration des rapports avec un appui constant de l'ONU FEMMES.

4 Communication and Advocacy

Has the JP articulated an advocacy & communication strategy that helps advance its policy objectives and development outcomes?

Yes true
No false

Please provide a brief explanation of the objectives, key elements and target audience of this strategy

La communication et le plaidoyer autour du PC Tamkine et des OMD sont réalisés à travers plusieurs niveaux d'action.

-Dans le cadre des résultats attendus par le PC, des actions en matière de communication et sensibilisation sont prévues et sont adressées principalement à la société civile, aux femmes et aux filles, mais également aux services publics au niveau central, régional et local.

-À l'occasion de la quinzaine des Nations Unies sur la LCVFG, le programme appui l'organisation de la campagne de sensibilisation annuelle. En 2010 et 2011, la campagne s'est déroulée autour du thème « implication des hommes et des garçons dans la LCVFG »

-D'autre part, une stratégie de communication sur le Programme Tamkine est mise en œuvre afin de diffuser auprès du grand public les objectifs et réalisations du programme notamment auprès des partenaires internationaux à travers la diffusion du rapport de modélisation du programme.

-Parallèlement, et dans le cadre du statut Focus Country du Maroc, des actions ont été identifiées pour informer sur les OMD et communiquer autour de la contribution des programmes conjoints et leur réalisation au Maroc.

Dernièrement le programme TAMKINE a contribué aux différentes activités de la Stratégie de Plaidoyer et de Communication pour l'atteinte des OMD réalisée à travers un programme de présentations, d'animations et de travaux d'ateliers.

What concrete gains are the advocacy and communication efforts outlined in the JP and/or national strategy contributing towards achieving?

Increased awareness on MDG related issues amongst citizens and governments
Increased dialogue among citizens, civil society, local national government in relation to development policy and practice
Key moments/events of social mobilization that highlight issues
Media outreach and advocacy

- En plus des éléments concrets présentés dans le précédent rapport, le programme a lancé une consultation pour renforcer la communication via le développement d'un film documentaire qui documentaliste les acquis tout en mettant en exergue les acquis au profit de la cible directe (femmes et filles).

What is the number and type of partnerships that have been established amongst different sectors of society to promote the achievement of the MDGs and related goals?

Faith-based organizations	1
Social networks/coalitions	4
Local citizen groups	
Private sector	
Academic institutions	4
Media groups and journalist	5
Other	

What outreach activities do the programme implement to ensure that local citizens have adequate access to information on the programme and opportunities to actively participate?

Focus groups discussions
Use of local communication mediums such radio, theatre groups, newspapers
Open forum meetings
Capacity building/trainings



Section III: Millenium Development Goals

Millenium Development Goals

Target 3.A: Eliminate gender disparity in primary and secondary education, preferably by 2005, and in all levels of education no later than 2015

JP Outcome

Beneficiaries

JP Indicator

Value

Cible OMD 14 :

Éliminer toutes les dispositions juridiques discriminatoires et réduire de moitié la violence à l'égard des femmes:

1- Dispositif juridique et mécanisme de coordination institutionnel, intersectoriel et de la société civile en matière de LCVFF et intégration de l'approche genre.

2- Des connaissances, données et savoirs sont produits et utilisés pour la revue des politiques et programmes nationaux et sectoriels préventif et curatif en matière de LCVFF.

3- Système de collecte et d'analyse de données et d'indicateurs de suivi et d'évaluation des politiques/stratégies/programmes de LCVFF et l'autonomisation des femmes et des filles sont opérationnels et utilisés par les différents intervenants.

4- Processus de planification, de programmation et budgétisation sensible au genre pour la LCVFF au niveau national est opérationnel.

5- Les acteurs de 6 régions sont dotés d'outils de planification, de programmation et de budgétisation pour l'intégration des DHFF, en particulier de la LCVFF.

6- Les coordinations régionales de la société civile avec les acteurs locaux en matière de LCVFF sont renforcées.

7- Accès améliorés des femmes et des filles

1- Nombre de Lois et de textes d'application élaborés en matière de LCVFF en harmonie avec les engagements internationaux
NLCVF actualisée

programme d'implication des hommes et des garçons dans la LCVFF élaboré

2- Données sensibles au genre sur la violence, le budget-temps et la discrimination salariale disponibles et partagées

3- Nombre de personnes concernées bénéficiaires formées

Applications du SII actualisées

SII implanté au niveau des 05

départements et opérationnels dans les six

régions

4- Nombre d'ateliers organisés en faveur

des décideurs publics, des parlementaires

et ONG

Nombre de bénéficiaires décideurs publics,

parlementaires et ONG

Nombre de lignes budgétaires inscrites réservés à LCVFF

Nombre de programme sectoriels tenant

compte de la LCVFF

Nombre ministères concernés intégrant réforme budgétaire axée sur résultats sensibles au genre

5- Respect du planning

Nombre de communes disposant d'un SI

genre par région

Nombre de structures ou unités

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
Accès amélioré des femmes et des filles, y compris migrantes et/ou réfugiées, des services de qualité en matière d'autonomisation économique, sociale et politique.		- Nbre d'activités génératrices de revenu fonctionnelles mises en place dans deux régions du programme Nbre d'actions d'appui en termes de sessions de formation, de sensibilisation et de communication réalisées au profit des intervenants des CMF Nbre d'espaces multifonctionnels mis en place ou consolidés (2010) Nbre d'actions réalisées au profit des FFVV, y compris les migrantes et les réfugiées, pour le développement et l'identification des AGR et pour la lutte contre le travail précoce des petites filles(7 en 2010)	

Additional Narrative Comments

Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level

Le Maroc va lancer incessamment la préparation du 5ème rapport national sur les OMD. Le programme étudiera la possibilité de renforcer cette action en créant un débat national autour des différentes cibles et indicateurs de l'OMD 3 et ce à la lumière des dernières acquis consacrés par la nouvelle constitution et des contraintes identifiées dans le précédent rapport sur les OMD de 2009.

Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat

Section IV: General Thematic Indicators

1 Mainstreaming gender in policy making and improving the legal system to recognize and guarantee the rights of women

1.1 Number of laws, policies or plans supported by the programme that explicitly address gender based discrimination and promote gender equality and women's empowerment.

Policies

No. National 1
No. Local

Laws

No. National 3
No. Local

Plans

No. National 2
No. Local L'ensemble des plans de développement communaux sont en cours de gendérisation de développement (1500 plans)

1.2 Are they in line with international commitments adopted by the country (particularly CEDAW)? Please, specify:

Please briefly provide some contextual information on the law, policy or plan and the country/municipality where is going to be implemented (base line, stage of development and approval, potential impact of the policy)

Un projet de loi sur la violence conjugale en voie d'adoption

Un projet de loi spéciale sur le travail domestique vient d'être adoptée par le conseil du gouvernement

Un projet de réforme du code pénal et du code de procédures pour la protection des femmes et des enfants victimes de violence en cours de validation

La SNLCVF a été évaluée et un programme d'implication des hommes et des garçons est en cours d'élaboration pour renforcer l'approche préventive

Le PANE en cours de mise en oeuvre.

1.3 Sector in which the law, policy or plan focuses:

Justice reform
Labour rights
National Development plan / gender equality plan
Gender based violence
Gender responsive budgets

Comments

L'information budgétaire officielle ne permet pas l'accès à l'information exacte relative au budget de l'Etat alloué aux politiques et interventions liées à l'égalité des sexes (1.4 et 1.5 ci dessous) pour deux raisons essentielles:

1. Les systèmes et la nomenclature budgétaire actuelle et;
2. L'état d'avancement des réformes budgétaires d'une part et la prise en compte des questions d'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes d'autre part.

1.4 Government Budget allocated to gender equality policies or programmes before the implementation of the Joint Programme

National Budget

Total non disponible

Local Budget

Total non disponible

1.5 % variation in the Government's budget devoted to gender equality policies or programmes from the beginning of the joint programme to present time

National Budget

% Overall données non disponibles

% Triggered by the Joint Programme données non disponibles

Local Budget

% Overall données non disponibles

% Triggered by the Joint Programme données non disponibles

1.6 Number of citizens and/or institutions the law policy or plan directly affect

Citizens Grand public en particulier dans les six régions ciblée par le programme les
 National Public Institutions 13
 Local Public Institutions L'ensemble des communes des six régions, des services externes des régions cibles, et des services décentralisés des six régions, entraide
 Private Institutions Secteur formel et informel

1.7 Number of institutions, civil servants and citizens trained with the support of the Joint Programme to take informed decisions on gender related issues

Public institutions

Total 13

Private Sector Institutions

Total NA

Civil Servants

Total environ 400

Women

Men

Citizens

Total 500

Women

Men

2 Improving participation of women in economic life and public decision making of their community and/or country

Budget

National budget non disponible

Total Local budget non disponible

Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who gained access and/or improved their economic rights

No. women non disponible

No. urban non disponible
% Ethnic group NA
Specify

Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who improved their income

Type of improvements generated by the Joint Programme on the beneficiaries' wellbeing through the improvement of economic rights/income generation

Health and/or sexual and reproductive health
Reduce vulnerability

2.1 Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who gained access and/or improved their economic rights

Women non disponible
Urban non disponible
Ethnic group non disponible
Rural non disponible

2.2 Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who improved their income

Women non disponible
Urban non disponible
Ethnic Group non disponible
Rural non disponible

2.3 Type of improvements generated by the Joint Programme on the beneficiaries' wellbeing through the improvement of economic rights/income generation

Health and/or sexual and reproductive health

Reduce vulnerability

Comments

Le programme Tamkine MDG Genre intervient dans un contexte où il n'existe pas de situations de base en VFG, ni d'indicateurs et systèmes d'information en la matière. La valeur ajoutée de Tamkine est, d'ici la fin du programme, d'appuyer le lancement et la mise en place de mécanismes, outils, indicateurs et données de références sur les VFG. Par conséquent, les informations et indicateurs demandées dans cette section ne sont pas, dans la plupart des cas, disponibles actuellement.

2.4 Number of women who, gained access to public decision making with the support of the joint programme

Total number	non disponible
Urban	non disponible
% Ethnic group	non disponible
National	non disponible
% Local	non disponible

3 Decreasing the level of violence against women/girls and improving support provided to victims of violence

3.1 Number of women/girls with access to prevention and protection services (e.g. shelter, medical or legal support, etc), anti-discrimination and/or reproductive health care through the support of the joint programme

Total	ND(NON DISPONIBLE)
Women	ND
Girls	ND
Urban	ND
Rural/indigenous	ND

3.2 Number of women/girls who have used anti-violence services (e.g. shelter, medical or legal support, etc), anti-discrimination and/or reproductive health care with the support of the joint programme

Total	ND	
Women	ND	
Girls	ND	
Urban	ND	
Rural/Indigenous		ND

3.3 Variation (%) of gender based violence cases reported to the police from the beginning of the Joint Programme to present time

4 Awareness rising on gender equality issues and enabling an environment for women exercising their rights

4.1 Number and type of partners targeted sensitized on gender related issues

Civil servants	400	
Private institutions		NA
Community organizations		60
Religious leaders	50	
Other, specify		

No. National Level
No. Local Level

4.2 Indicate the type of media /awareness raising action used

Newspapers and wirtten media
Radio
Television



Community based activities
Schools